



Direction interdépartementale des
routes Nord-Ouest

LE GACHIS FINANCIER DU SERVICE PUBLIC N'EST PAS DU AUX AGENTS

Depuis 2007 et la création des Directions interdépartementales des Routes (DIR), vous-êtes vous demandés si l'argent public est mieux employé ? Depuis ce temps, les DIR n'ont plus le contrôle des projets sur lesquels elles travaillent : le service qui choisit les projets et gère les moyens à impliquer s'appelle la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement). Et sa politique est simple : réduction du personnel, engagement financier minimum, appel à l'externalisation (études des projets par des bureaux d'études privés) de plus en plus fréquent, diminution du volume des travaux et abandon de projets (Contournement Est de Rouen malgré plus de 10 ans d'études menées). Croyez-vous que cette politique permet de réduire les dépenses ? Pas du tout. Bien au contraire.

Alors que les services de la Fonction Publique possédaient un réseau de recherches et de laboratoires reconnus pour leur sérieux (CETE), nombre d'études sont aujourd'hui menées par des bureaux privés qui construisent des rapports souvent incomplets et peu rigoureux ... à des prix bien supérieurs que ceux du réseau interne en voie de fermeture.

De même, nombre de décisions, dont l'opportunité reste peu convaincante, sont prises au niveau régional sans être discutées. Enfin, ce service, qui impose des délais et peu de moyens en personnel aux services de proximité comme le nôtre, ne parvient pas à assumer ses responsabilités. Nombre de travaux commencent en retard à cause d'acquisitions foncières non faites à temps, à cause d'études mal ficelées, ... A noter aussi que ce service fait souvent l'impasse sur les contraintes environnementales lors des phases projets, quitte à négliger la qualité des dossiers Loi sur l'Eau, entre autres, et ce malgré le contexte dit des « Grenelle de l'environnement » : beaucoup d'annonces, aucune réalisation, même si le mot apparaîtrait dans l'intitulé du nouveau service !.

Résultat en quelques chiffres :

- + **une quarantaine de millions d'euros de surcoût** dans la réalisation du 6ème Pont mobile.
- + **50 000 €** la décision de construire une 4ème branche sur le Giratoire Madagascar (au pied du 6ème pont, rive gauche) donnant sur des terrains en friches, sans habitation, très pollués, et qu'il faudra détruire à court terme puisque inclus dans le futur projet Eco-quartier Rive Gauche.
- + **plusieurs centaines de milliers d'euros de pénalité** de retard à payer aux entreprises choisies pour faire les travaux du Viaduc de la Scie (RN 27, vers Dieppe). Il fallait inscrire ces travaux dans le Plan de Relance en urgence, mais les études nécessaires et les acquisitions foncières n'étaient pas réalisées.
- + **plusieurs centaines de milliers d'euros** pour révision des prix imposée par l'entreprise réalisant les travaux du carrefour de Germainville (RN 12, vers Dreux), pour délais augmentés à cause d'acquisitions non faites à temps, entre autres.
- **des millions d'euros à payer sur 30 ans dans le cadre de Partenariats Publics-Privés** pour réaliser des travaux à court terme, payés sur 30 ans avec des intérêts faramineux aux grands groupes industriels et banquiers.

Sans parler de tous les avenants supplémentaires à faire pour phases oubliées, etc ... Voilà ce que c'est de séparer la décision de ceux qui connaissent le métier. Du pur gâchis dû aux réorganisations / fusions / disparitions de service / changement de management réalisées dans la logique de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) !

Il faudrait compenser ces gâchis financiers en réduisant les effectifs, en baissant les salaires, en reculant l'âge de la retraite et en payant plus d'impôts, locaux essentiellement (transfert de missions). C'est une honte !

Le gâchis financier n'est pas dû à des agents travaillant dans des conditions de travail toujours moins valorisantes, et qui voient bien le gâchis de cette horreur managériale ! Mais à des décideurs aux niveaux régionaux qui appliquent une doctrine néolibérale à la lettre : c'est un facteur de promotion ! Ce sont ceux-là qui gaspillent l'argent et détruisent la qualité du service public. Service que vous paierez très cher quand il aura disparu : on parle bien de rendre payantes les routes nationales !

NON à la destruction des réseaux de recherches internes et des services ingénieries des DIR.

NON aux transferts / concessions des routes

NON aux PPP (partenariats publics-privés)

NON aux réorganisations internes qui coûtent chères aux contribuables